

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 3 AVRIL 2023**

**NOMBRE D'ELUS
METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 16**

QUORUM : 9

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
9	0	7

OBJET DE LA DECISION

N° 23/164

**ADHESION A L'ASSOCIATION
NATIONALE DES ELUS
LITTORaux (ANEL) - ANNEE
2023**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Gilles VINCENT, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Hubert FALCO, M. Hervé STASSINOS, M. Francis ROUX, M. Arnaud LATIL, M. Jean-Pierre GIRAN.

ABSENTS :

M. Jean-Louis MASSON, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre COLIN, M. Christian SIMON, Mme Geneviève LEVY.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/164

BUREAU DU 3 AVRIL 2023

**O B J E T : ADHESION A L'ASSOCIATION NATIONALE DES ELUS
LITTORAUX (ANEL) - ANNEE 2023**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

VU les compétences de la Métropole en lien avec la thématique littorale,

VU les statuts de l'Association Nationale des Elus du Littoral ci-annexés,

CONSIDERANT que L'ANEL, créée en 1978, rassemble les élus des collectivités du littoral autour des enjeux essentiels du développement durable des littoraux,

CONSIDERANT qu'elle a pour objectif de représenter les élus littoraux et d'être l'interlocuteur qualifié auprès des pouvoirs publics pour les questions relatives à la mer et au littoral,

CONSIDERANT qu'elle étudie les problématiques particulières qui se posent aux collectivités et organisations professionnelles des zones côtières et a vocation à être un lieu d'échange d'expériences entre élus, avec les partenaires publics et privés,

CONSIDERANT que l'ANEL (ou ses représentants) participe aux travaux de nombreux organismes officiels :

- le Conseil National de la Mer et des Littoraux,
- le Conseil National du Tourisme,
- le Comité National de l'Eau et le Cercle Français de l'Eau,
- le Conservatoire du Littoral,
- le Conseil Supérieur de la Navigation de Plaisance et des Sports Nautiques,

CONSIDERANT qu'elle travaille également avec d'autres associations d'élus des collectivités territoriales, dont :

- l'Association Nationale des Elus des Territoires Touristiques,
- l'Association Nationale des Elus de la Montagne,
- l'Association des Maires de France,
- l'Association des Régions de France,
- l'Assemblée des Départements de France,
- Rivages de France,

CONSIDERANT que l'ANEL participe au Comité pour le Développement des Capacités d'Accueil de la Plaisance (CODCAP) avec la Fédération Française des Ports de Plaisance (FFPP), la Fédération de l'Industrie Nautique (FIN), le Conseil Supérieur de la Navigation de Plaisance et des Sports Nautiques (CSNPSN), le Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer (Direction des Affaires Maritimes), Atout France et Voies Navigables de France (VNF),

CONSIDERANT que dans le cadre des compétences, acquises lors du passage en Métropole, et portée par elle depuis la création de la communauté d'agglomération, en lien avec les enjeux littoraux, le tourisme, la gestion des terrains du Conservatoire du Littoral, la gestion des concessions de plages, l'érosion du trait de côte, la gestion des ports, l'adhésion à l'ANEL permettrait à la Métropole :

- D'être représentée auprès des pouvoirs publics,
- De bénéficier du suivi de l'actualité législative et réglementaire,
- De suivre des formations et les Journées Nationales d'Etudes,
- D'accéder aux communications et productions de guides (certification démarche qualité des eaux de baignade, guide sur la réouverture des plages),
- De bénéficier de la veille sur les problématiques signalées par les élus du littoral,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADHERER à l'Association Nationale des Elus du Littoral.

ARTICLE 2

DE VERSER à l'Association Nationale des Elus du Littoral pour l'année 2023 la somme de sept mille cent euros (7 100 €), montant fixé pour les Métropoles.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer tous les actes nécessaires à la mise en œuvre de cette décision. Et notamment le bulletin d'adhésion.

ARTICLE 4

DE DIRE que les crédits afférents à cette adhésion sont inscrits sur le Budget Principal 2023, article 6281, opération 232. Les statuts de l'ANEL ainsi que le bulletin d'adhésion sont joints en annexe de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

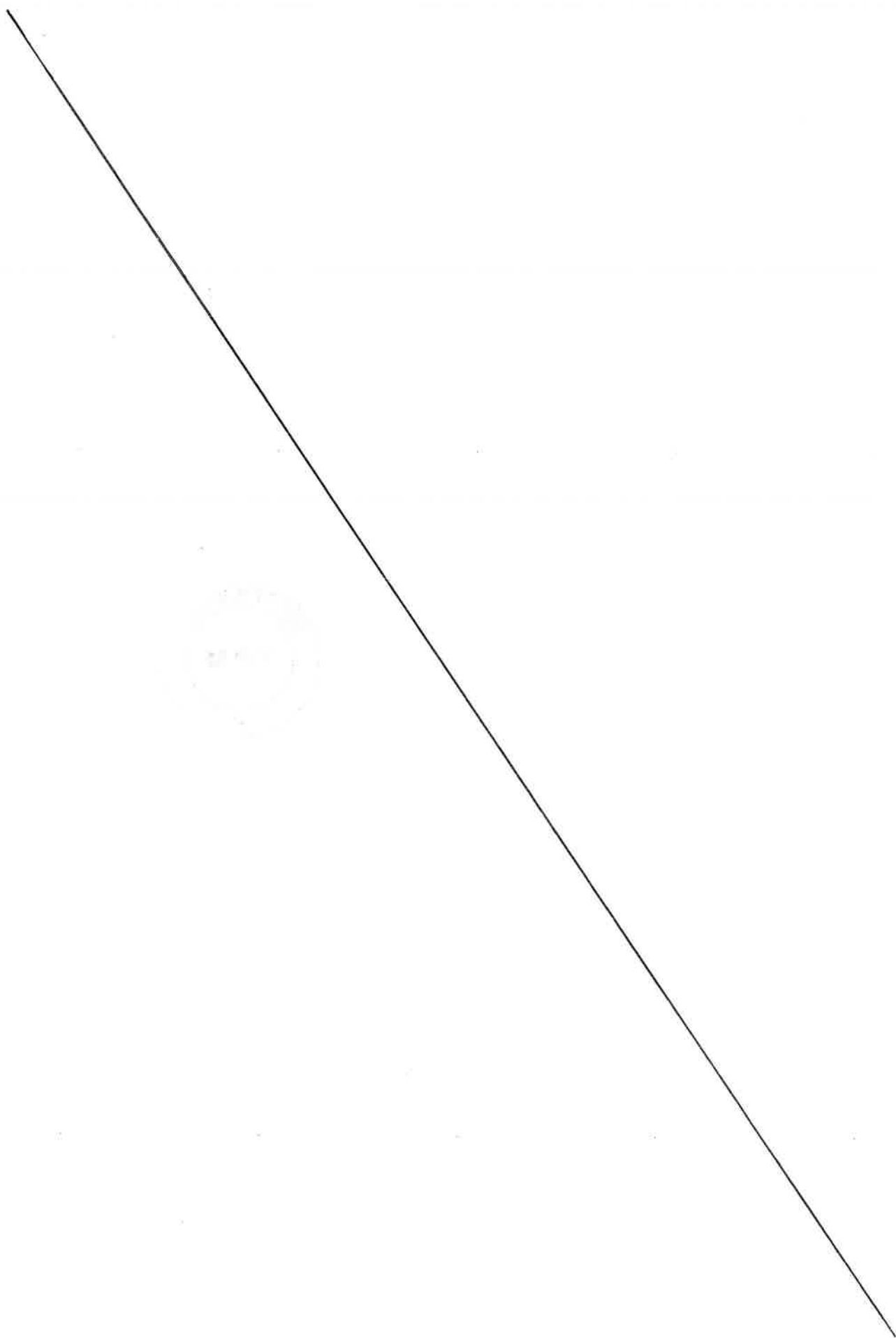
Fait à Toulon, le 3 avril 2023

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

POUR	9
CONTRE	0
ABSTENTION	0







BULLETIN D'ADHESION 2023

À retourner à anel-secretariat@anel.asso.fr ou
ANEL 22 Boulevard de la Tour-Maubourg 75007 PARIS

Prénom et Nom : Flubert FALCO

Fonction : Président

Commune : /

Communauté de communes, communauté urbaine : METROPOLE TPM

Communauté d'agglomération : /

Département maritime : /

Région maritime : /

Parlementaire : /

Adresse : 107 Bd Henri FABRE 83000 TOULON

E-mail : hfalco@metropole-tpm.fr

Autres mail pour l'envoi de la Newsletter « Liaisons littorales »

Tél. : /

Nombre d'habitants : 450441 Cotisation d'adhésion de : 7100 € (euros)

qui sera réglée à l'ordre de l'ANEL par chèque bancaire ou par mandat administratif,

R.I.B. : B.N.P Paris Bosquet- 30004 - 00375 - 000 01672557 97

IBAN : FR76 3000 4003 7500 0016 7255 797 BIC BNPAFRPPXXX

Barème des cotisations : similaire depuis 2018

Communes, Communautés de communes, Syndicats	< 1 000 habitants	141 €
	1 000 à 30 000 habitants	0,20 € par habitant
	> 30 000 habitants	5 000 €
Communautés d'agglomération		7 100 €
Métropoles		7 100 €
Départements		7 € par 1 000 habitants
Régions		2,80 € par 1 000 habitants
Parlementaires		100 €

Fait à _____, le _____

Signature _____



STATUTS

Soumis au vote de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 mai 2021
(remplace les statuts du 13 décembre 2012)

TITRE 1 : Constitution - Durée - Siège

Article 1er

Il est formé entre les personnes qui adhèrent aux présents statuts une association régie par la loi du 1^{er} Juillet 1901 et les textes subséquents.

Article 2

L'Association reprend le titre "Association Nationale des Élus du Littoral " (A.N.E.L), créée en 1978 par ses fondateurs.

Article 3

La durée de l'Association est illimitée. Son siège social est fixé au 22, Boulevard de la Tour-Maubourg, à PARIS 7e.

Il peut être transféré en tout autre lieu par simple décision du Comité directeur.

TITRE 2 : Objet

Article 4

L'Association a pour but :

1. Le regroupement des élus locaux et des collectivités territoriales des zones littorales. Ils peuvent faire appel également à des personnalités qualifiées pour leurs compétences relatives à la mer et aux littoraux.
2. Le regroupement des élus, des organisations professionnelles, des chambres consulaires, des établissements publics et des structures scientifiques concernés par le littoral.
3. L'étude des problèmes particuliers qui se posent aux collectivités et aux organisations professionnelles desdites zones, leur analyse et leur suivi, en concertation avec les partenaires publics et privés.
4. L'établissement des relations internationales pour faciliter l'activité de ses membres et leur permettre de confronter leurs problèmes et expériences avec leurs homologues étrangers.
5. L'information et la formation de ses adhérents.

TITRE 3 : Composition - Admissions - Démissions – Exclusion

Article 5

L'Association se compose de membres fondateurs, de membres d'honneur, de membres bienfaiteurs et de membres actifs.

Article 6

Les membres fondateurs sont les personnes signataires des statuts initiaux.

Article 7

Les membres d'honneur sont les personnalités, les personnalités qualifiées, les experts, les scientifiques, les collectivités territoriales, les organisations professionnelles, les établissements publics, qui, ne pouvant participer activement à l'association, tiennent cependant à manifester leur soutien.

Ils sont choisis et leur adhésion est sollicitée par le Comité directeur. Les conditions de leur adhésion et de leur éventuelle participation au conseil d'administration sont définies dans le règlement intérieur (cf. article 25) de l'association, soumis et approuvé par l'Assemblée générale.

Article 8

La qualité de membre bienfaiteur est accordée par le Comité directeur aux adhérents dont l'aide à l'Association, sous quelque forme que ce soit, est particulièrement importante.

Article 9

Les membres actifs sont les personnes physiques ou morales qui, ayant adhéré aux présents statuts, participent activement à la vie de l'Association et contribuent annuellement à ses recettes et à ses dépenses.

Article 10

Pour être admis par les membres de l'Association, en qualité de membre actif, tout candidat devra présenter sa demande par écrit au Président de l'Association.

La qualité de membre n'est acquise qu'après l'agrément du Comité directeur, qui peut accepter ou refuser la candidature sans avoir à motiver la décision prise.

Article 11

La qualité de membre de l'Association se perd :

- par décès,
- par démission par lettre adressée au Président,
- par décision du Comité directeur, sanctionnant une atteinte aux présents statuts ou, pour motif grave, après audition de l'intéressé.

TITRE 4 : Ressources - Budget - Comptabilité

Article 12

Les ressources de l'Association sont constituées par :

- Les cotisations de ses membres,
- Les subventions qui pourraient lui être accordées,
- Les revenus de ses biens,
- Et d'une manière générale, de toutes les ressources légales compatibles avec les buts de l'Association.

Article 13

Les dépenses sont ordonnancées par le Président ou son délégué, dans les limites du budget voté par le Conseil d'administration et présenté lors de l'Assemblée générale.

Article 14

L'exercice social correspond à l'année civile.

Article 15

Le patrimoine de l'Association répond seul des engagements contractés par elle sans qu'aucun membre de l'Association, même ceux qui participent à son administration, puissent être tenus personnellement responsable.

TITRE 5 : Assemblée générale

Article 16

L'Assemblée générale est composée de tous les membres adhérents ; toutefois, seuls ceux qui sont à jour de cotisations, ont droit de vote lors de l'Assemblée générale.

L'Assemblée générale se réunit au moins une fois par an, en Assemblée générale ordinaire, à la date fixée par le Comité directeur qui détermine son ordre du jour. Elle peut aussi se réunir en Assemblée générale extraordinaire, sur convocation du Président ou, des présidents délégués, en cas d'empêchement majeur.

Article 17

L'Assemblée générale ordinaire se réunit dans l'année qui suit la fin de chaque exercice.

L'Assemblée générale est convoquée par lettre personnelle adressée à chaque membre, 15 jours au moins à l'avance ; les lettres de convocation indiquent l'ordre du jour.

L'Assemblée générale délibère sur toutes les questions portées à l'ordre du jour par le Comité directeur ; elle entend les rapports sur la situation financière et morale de l'Association.

Le Trésorier rend compte de sa gestion et soumet le bilan à l'approbation de l'Assemblée générale.

Il présente aussi le budget prévisionnel de l'année suivante.

Si la convocation le prévoit, les membres de l'Assemblée générale ont la possibilité de voter par voie dématérialisée (site Internet dédié) ou par correspondance (dans ce cas, les transmissions peuvent se faire par voie postale ou par voie de message électronique), pour des décisions inscrites à l'ordre du jour de l'Assemblée générale ordinaire, suivant le formulaire adressé au préalable par l'ANEL.

Article 18

Assemblée générale extraordinaire :

Elle peut être convoquée :

1. à l'initiative du Président, autorisé par le Comité directeur à la majorité absolue ;
2. à la demande des 2/3 au moins des membres du Conseil d'administration en exercice ;
3. si la moitié au moins, plus un des membres de l'Association, en fait la demande par écrit.

Dans les deux derniers cas, l'Assemblée générale extraordinaire doit se tenir dans les deux mois.

Si la convocation le prévoit, les membres de l'Assemblée générale ont la possibilité de voter par voie dématérialisée (site Internet dédié) ou par correspondance (dans ce cas, les transmissions peuvent se faire par voie postale ou par voie de message électronique), pour des décisions inscrites à l'ordre du jour de l'Assemblée générale extraordinaire, suivant le formulaire adressé au préalable par l'ANEL.

TITRE 6 : Administration et fonctionnement

Article 19

L'Association est administrée par un Conseil d'administration et un Comité directeur.

Article 20

Le Conseil d'administration comprend de plein droit les membres élus à l'Assemblée générale ; il est constitué de 100 membres au maximum. Le Conseil d'administration est renouvelable dans sa totalité, à chaque renouvellement municipal, lors de l'Assemblée générale qui suit.

Les membres du Conseil d'administration doivent être à jour de cotisation pour pouvoir voter.

Le Conseil d'administration se réunit au moins une fois par semestre, sur convocation du Président, ou, en cas d'empêchement, de son délégué.

Il peut se réunir en visio-conférence ou dans un lieu défini en réunion de Comité directeur. La tenue de réunions associant présence physique et visio-conférence est également possible.

Le Conseil d'administration doit être convoqué si la moitié plus un des membres en fait la demande.

Le Conseil d'administration, pour pouvoir valablement délibérer, doit réunir en séance officielle, au moins 10% de ses membres, présents physiquement ou identifiables en visio-conférence.

Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents physiquement ou identifiables en visio-conférence. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Un membre absent peut être représenté par un mandataire, par pouvoir donné exclusivement pour la réunion concernée. Chaque mandataire ne peut détenir qu'un seul et unique pouvoir.

Les procès-verbaux des délibérations du Conseil d'administration sont approuvés à la réunion du Conseil d'administration suivant et sont ensuite consignés, après d'éventuelles rectifications, sur un registre spécial et signés par le Président ; les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont certifiés et signés par le Président ou son délégué.

Le Conseil d'administration arrête le budget et fixe les cotisations ; il définit le programme d'activité que met en œuvre le Comité directeur

Commissions :

Pour faciliter le travail thématique de l'Association, il est créé des commissions.

Ces commissions sont administrées par un Président et un Vice-Président, avec l'assistance du Délégué général de l'Association ou de chargés de mission.

La constitution et le mode de fonctionnement des commissions thématiques sont définis dans un article du règlement intérieur de l'Association.

Le conseil d'administration peut procéder, le cas échéant, en plus des commissions thématiques, à la désignation de groupes de travail spécialisés, exerçant leur mission sur une durée déterminée.

Article 21

Le conseil d'administration élit en son sein, pour une durée de trois ans, le Comité directeur ; celui-ci est composé de 31 membres maximum :

- un président
- deux présidents délégués et deux présidentes déléguées
- huit vice-présidents et huit suppléants représentant les collectivités territoriales de :
 - Manche-Mer du Nord
 - Bretagne
 - Atlantique (métropole)
 - Méditerranée
 - Corse
 - d'outre-mer de l'Océan Atlantique
 - d'outre-mer de l'Océan Pacifique
 - d'outre-mer de l'Océan Indien
- un secrétaire général
- un secrétaire général-adjoint
- un trésorier
- un trésorier-adjoint
- six présidents de commissions thématiques,
(assistés de vice-présidents dont la participation sera précisée par règlement intérieur).
 - *Ports de pêche et produits de la mer : pêche, conchyliculture, aquaculture, algoculture...*
 - *Activités nautiques, plaisance, activités touristiques et saisonnières.*
 - *Urbanisme, aménagement portuaire, prévention des risques littoraux.*
 - *Environnement, eau.*
 - *Energies marines renouvelables, nouvelles technologies*
 - *Coopérations internationales*

Article 22

Le Président préside l'Assemblée générale, le Conseil d'administration et le Comité directeur. Il convoque les Assemblées générales, le Conseil d'administration et le Comité directeur.

En cas d'empêchement, son délégué assure cette fonction.

Le Président représente et administre l'Association en toutes circonstances et notamment en justice.

Il peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs.

Il recrute et nomme le personnel de l'Association. Les fonctions de tous les membres du Conseil d'administration sont bénévoles.

TITRE 7 : Modification des statuts - Dissolution

Article 23

Les statuts ne peuvent être modifiés que par l'Assemblée générale sur la proposition du Conseil d'administration. La proposition de modification des statuts doit être déposée au Comité directeur au moins un mois avant la séance.

Lorsqu'elle est appelée à se prononcer sur une modification des statuts, l'Assemblée générale doit se composer d'au moins la moitié des membres actifs plus un, présents ou représentés par pouvoir. Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée est convoquée de nouveau, et cette fois, elle peut délibérer quel que soit le nombre des membres actifs, présents ou représentés par pouvoir.

Dans tous les cas, les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés par pouvoir.

Article 24

L'Assemblée générale appelée à se prononcer sur la dissolution de l'Association est convoquée spécialement à cet effet.

La dissolution ne peut être décidée qu'à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés par pouvoir.

L'Assemblée générale désigne en son sein un ou plusieurs commissaires chargés de la dévolution des biens de l'Association suivant les modalités qu'elle fixe.

TITRE 8 : Règlement intérieur

Article 25

Un règlement intérieur est établi par le Comité directeur qui le fait approuver par le Conseil d'administration. Il est immédiatement applicable dès son approbation.

Ce règlement est destiné à fixer les divers points non prévus précisément par les statuts, notamment ceux qui ont trait à l'administration interne de l'Association, aux opérations de vote, aux modalités de représentation des élus au sein des organes de l'association et des organismes extérieurs.

Il définit le règlement du fonctionnement des commissions thématiques.

A Paris le 28 mai 2021

Jean-François RAPIN
Président de l'ANEL



Robert CRAUSTE
Secrétaire général de l'ANEL

